



AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES ET DE L'INVESTISSEMENT EN **AFRIQUE DE L'OUEST**

Obiajulu Ihonor
Craig R. Giesze
Spécialiste du secteur privé
Groupe de la Banque Mondiale



Cette présentation a été produite grâce au soutien financier de l'Union Européenne (UE).
Les opinions exprimées dans le présent document ne peuvent en aucun cas être interprétées
comme reflétant l'opinion officielle de l'UE.

*Ce projet est financé par l'Union Européenne
et mis en œuvre par:*



THEMES PRINCIPAUX

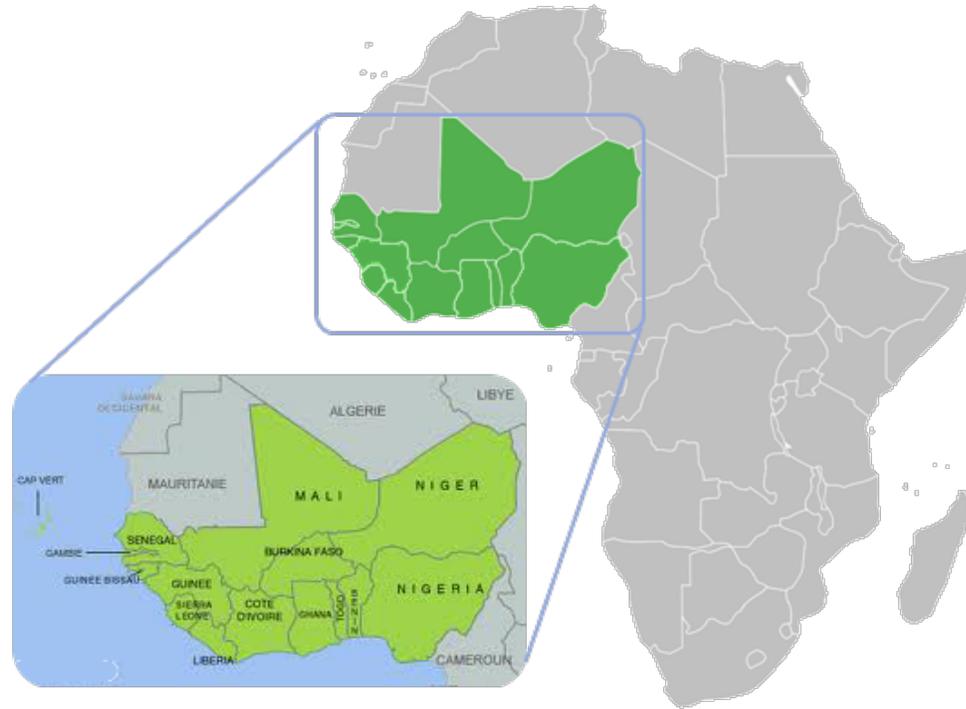
1. Contexte de la CEDEAO
2. Exemples d'obstacles au climat d'investissement (CI) et politique d'investissement (PI), notamment les contraintes à l'entrée d'investissement (EI), et leurs effets adverses
3. Besoin de réformes à la lumière de la dynamique du marché actuel
4. Véhicule de réforme : Le Projet du climat d'investissement/Politique d'investissement
5. Réformes visées
6. Outil de Marketing/réforme de la CEDEAO: le tableau de bord du CI de la CEDEAO
7. Résultats économiques anticipés/Impacts des réformes proposées
8. Les accomplissements du Projet, les défis, et les dispositions suivantes



CONTEXTE DE LA CEDEAO

Culture de Common Law /pays anglophones

Gambie
Ghana
Libéria
Nigéria
Sierra Leone



Culture du droit civil/pays francophones et lusophones

Bénin
Burkina Faso
Cap Vert
Guinée
Guinée Bissau
Côte d'Ivoire
Mali
Niger
Sénégal
Togo

N.B. Les pays mis en relief sont soumis aux loi de l'harmonisation des affaires de l'OHADA



OBSTACLES A L'INVESTISSEMENT ET EFFETS

- **Panorama**

- ✓ **Contraintes majeurs** : Des études à travers le monde ont constamment identifié les obstacles de CI et EI comme contraintes principales en Afrique de l'Ouest qui affectent de manière adverse les investisseurs étrangers, régionaux, et locaux, en particulier les PME et les prestataires de service
- ✓ **Opportunités de marché fragmentées** : Par conséquent, les opportunités de marché dans le marché commun de la CEDEAO reste fragmentées, avec les flux d'investissements directs étrangers intra-régionaux (IDE) représentant seulement 5% de l'ensemble des IDE en Afrique
- ✓ **Effet économique** : Ces restrictions inhibent non seulement les **IDE, la création d'emplois**, et le potentiel **commercial** dans le marché de la CEDEAO, mais également aggravent les niveaux de **pauvreté** dans la région
- ✓ **Causes/Solution**: Ces obstacles CI/EI sont attribuables à plusieurs échecs aux niveau du **marché/politique/juridique/réglementaire/institutionnel** qui nécessitent une **approche proactive de réforme**



EXEMPLES DES CONTRAINTES AU CLIMAT D'INVESTISSEMENT

- **Contraintes liées à l'environnement standard des affaires et du climat d'investissement**
 - ✓ Administration fiscale inefficace
 - ✓ Accès limité au financement
 - ✓ Exécution inefficace de contrat/récouvrement de dettes/mécanismes de résolution des différends
 - ✓ Mécanismes de sauvetage des entreprises inefficaces pour les débiteurs qui ont de sérieux problèmes financiers
- **Cadre infrastructural**
 - ✓ Accès limité à l'énergie/électricité, et manque de qualité au niveau des technologies de l'information et de la communication (TIC)
 - ✓ Persistance de modèles démodés de Zone libres ou de Zone économique spéciale (ZES) médiocres, des cadres juridiques, réglementaires et institutionnels



EXEMPLES D'OBSTACLES À L'ENTRÉE D'INVESTISSEMENT

- **Obstacles d'accès au marché entravant le démarrage des entreprises étrangères**
- ✓ **Prohibitions du secteur d'Investissement étrangers:** secteur de services professionnels
- ✓ **Discrimination:** traitement discriminatoire des investisseurs/investissements extra-régionaux et intra-régionaux dans plusieurs états membres de la CEDEAO
- ✓ **Capital minimum :** Besoin minimal en capitaux pour établir des affaires d'investisseurs étrangers
- ✓ **Directeur général étranger/restrictions de gestion**
- ✓ **Quotas des employés étrangers**
- ✓ **Coentreprise/Obligations étrangères en plafond de capitaux**
- ✓ **Besoins de contenu local :** Besoin général de l'usage de fournisseurs nationaux (*i.e.*, achat requis des marchandises/services locaux) et du personnel/des travailleurs nationaux



EXEMPLES D'OBSTACLES À L'ENTRÉE D'INVESTISSEMENT

- **Procédures et processus administratifs lourds/non-transparents**
 - ✓ **Approbations d'investissements, procédures de sélection, enregistrements et notifications pesants et très longs applicables aux investisseurs étrangers**
 - ✓ **Manque de reconnaissance transfrontalière de documents légaux étrangers:** Lois d'organisation des sociétés; documents de vaccination en santé; autres documents
 - ✓ **Besoins onéreux régissant les visas et permis de travail et de séjour**
 - ✓ **Obstacles dans l'ouverture des comptes bancaires en devises étrangères pour les investisseurs étrangers**
 - ✓ **Accès restreint aux terres industrielles/commerciales pour les entreprises étrangères**
 - ✓ **Contrôles imposés sur les transferts transfrontaliers de capitaux**
 - ✓ **Régimes d'incitations non-transparentes/discrétionnaires**



BESOIN POUR LES REFORMES À LA LUMIÈRE DE LA DYNAMIQUE DES MARCHÉS

- **Facteurs moteurs:**
 - ✓ **Populations en croissance rapide:** le marché de la CEDEAO comprend environ 350 000 000 consommateurs potentiels
 - ✓ **Revenus disponibles en croissance**
 - ✓ **Marché en urbanisation rapide**
 - ✓ **Emergence récente des multinationales africaines:** secteurs financiers/télécommunication
- **Pouvoir du marché de la CEDEAO:** 1 ou 2 entreprises entreprenant les projets de IDE en Afrique de l'Ouest citent le potentiel de croissance du marché national inexploité comme motivateur d'investissement majeur
- **Multinationales extra-régionaux:** les grands investisseurs étrangers hors de la CEDEAO ont exprimé un intérêt croissant dans l'accès à un marché régional ouest-africain plus large et en expansion de services/investissements



BESOIN POUR LES RÉFORMES À LA LUMIÈRE DE LA DYNAMIQUE DES MARCHÉS

- **“Fenêtre d’opportunité”**: L’investissement intra-régional et les IDE des pays hors de la CEDEAO, ainsi que les investissements indigènes, peuvent devenir des moteurs principaux pour le développement économique régional et économique, en particulier dans les secteurs et services orientés à la clientèle et les quêtes dans le secteur agro-industriel:
 - ✓ **Détail**
 - ✓ **Transport**
 - ✓ **Distribution**
 - ✓ **Logistique**
 - ✓ **Services commerciaux/professionnels**
 - ✓ **Maintenance/entretien**
 - ✓ **Agro-industrie**
- **Programmes de réformes** : La réduction des obstacles nationaux de CE/EI et la libéralisation des marchés de service/investissement étranger au niveau de chaque pays – en conformité aux **obligations internationales de la CEDEAO** applicables – sont une pré-condition nécessaire pour bénéficier de cette “fenêtre d’opportunité”



VEHICULE DE RÉFORMES : LE PROJET DE CI/PI DE LA CEDEAO

- **Objet:** Suppression/réduction des obstacles/contraintes *nationaux* en matière de CI/EI pour promouvoir l'expansion *régionale* des investissements *transfrontaliers*, *ainsi que de meilleurs investissements nationaux et IDE*, comme suppléé par des *politiques/régimes nationaux rationalisés/transparents et des prix de transfer*
- **Objectif:** Intensifier les IDE et l'intégration intra-régionale en Afrique de l'Ouest
- **Donateur:** Union Européenne (UE) sur une période de 5 ans
- **Bénéficiaires:** les Commissions de la CEDEAO/UEMOA, états membres de la CEDEAO, et les associations professionnelles du secteur privé régional
- **Partenaire d'assistance technique:** Groupe de la Banque Mondiale



RÉFORMES PROPOSÉES

- **Réformes de CI visées:**

- ✓ Outils financiers renforcés (*e.g.*, *MARC novateur*) pour faciliter l'accès au financement pour les entreprises
- ✓ Cadres légaux et juridiques améliorés pour l'exécution des contrats/la résolution des différends
- ✓ Etablissement de plateformes efficaces de commerce et d'investissement à travers l'adoption des cadres légaux, réglementaires et institutionnel des bonnes pratiques en ZES
- ✓ Régimes fiscaux structurés, notamment par l'adoption de solutions liées aux TIC

- **Réformes PI visées:**

- ✓ **Accès au marché** structuré pour faciliter le démarrage des entreprises an niveau transfrontalier
- ✓ **Procedures administratives** simplifiées pour démarrer des projets régionaux
- ✓ Régimes structurées d'incitation financières/non financières
- ✓ Besoins réformés de **contenu local** de marché déformé

- **Modus Operandi stimulant: *Coopération nationale/régionale* :**

- ✓ Etablissement du **forum/cadre national/régional de dialogue DPP qui est compatible aux considérations d'économie nationale/régionale politique**
- ✓ Chaque état membre et leurs associations d'entreprises du secteur privé conduisent des activités de réformes ***coopératives*** avec une vision ***nationale/régionale***



OUTIL DE MARKETING/RÉFORMES DE LA CEDEAO: LE TABLEAU DE BORD CI DE LA CEDEAO

- **Objectif du tableau de bord/méthodologie**
- **Approche intégrée en trois piliers**
- **Mise en œuvre au niveau national**
- **Etude de tableau de bord et suivi des réformes entre pairs**
- **Cohérence dans l'élaboration de la politique du climat d'investissement régional de la CEDEAO (ECOWIP)**
- **Cohérence dans l'élaboration du Code commun d'investissement de la CEDEAO**



RÉSULTATS/IMPACTS DE REFORMES ANTICIPÉES

- **Investissement:** flux d'investissement extra-régionaux, intra-régionaux, et nationaux améliorés dans les secteurs visés des Etats membres
- **Emplois:** création d'emplois "à répercussions" aux niveaux national et régional
- **Partage de connaissance:** "Rétombées" de partage de connaissance, transfert de technologie, et formation
- **Revenus fiscaux supplémentaires :** Amélioration des revenus fiscaux nationaux résultant de (i) une assiette fiscale croissante comprenant des entreprises commerciales et des employés qui paient des impôts, et (ii) des régimes d'incitation structurés et nationaux transparent
- **Synergies commerciales internationales :** opportunités d'investissement élargies qui engendrent l'intensification des échanges commerciaux transfrontaliers dans la région
- **Lutte contre la pauvreté:** augmentation des flux d'investissement, création d'emplois, transfert de technologie, formation, recettes fiscales et flux commerciaux qui contribuent positivement à réduire la pauvreté au niveau de chaque pays et régional de la CEDEAO



REALISATIONS CLES DU PROJET

- **Facilitation d'une transaction d'investissement de 80 millions de dollars au Sénégal par le biais de la modification d'une pratique administrative dissuasive de l'investissement**
- **Soutien à la promulgation d'une loi sur les meilleures pratiques en matière de zones économiques spéciales (ZES) au Libéria en octobre 2017 afin d'éliminer les obstacles à l'entrée d'investissement (EI) et au climat d'investissement (CI)**
- **Adoption de la loi sur les ZES au Sénégal en janvier 2017 afin d'éliminer les obstacles EI/CI qui ont adopté les recommandations de révision des meilleures pratiques (liées au respect des réglementations de l'OMC) telles que présentées par l'équipe de projet**
- **Adoption au niveau ministériel au Mali d'une nouvelle initiative de législation sur les meilleures pratiques en matière de ZES (en attente d'approbation par le Conseil des ministres)**
- **Le tableau de bord du climat d'investissement de la CEDEAO (CI) a été lancé lors d'une table ronde régionale tenue en juin 2017 à Lagos, au Nigéria, et approuvé par les 15 pays de la CEDEAO.**
- **Code commun d'investissement de la CEDEAO adopté au niveau ministériel du secteur de la CEDEAO le 19 septembre 2018. L'assistance technique a été fournie par l'équipe de projet. Cet important instrument régional oblige les 15 pays de la CEDEAO à s'aligner sur les meilleures pratiques internationales et à éliminer les contraintes liées à l'entrée d'investissement et au climat des investissements.**



REALISATIONS CLES DU PROJET À CE JOUR

- **Politique d'investissement de la CEDEAO adoptée au niveau ministériel du secteur de la CEDEAO le 19 septembre 2018**
- Assistance technique fournie par l'équipe de projet par l'élaboration de dispositions / texte de bonne pratique dans le Code commun d'investissement de la CEDEAO pour s'aligner sur les meilleures pratiques internationales et éliminer les contraintes liées à l'entrée d'investissement et au climat d'investissement
- **Révisions apportées à un projet de loi sur la médiation en Côte d'Ivoire à la suite de l'assistance technique fournie par l'équipe de projet**
- **Note sur les meilleures pratiques internationales/études de cas préparée et soumises au gouvernement nigérian sur la réforme de la facilitation de l'obtention des visas**
- **Adoption de la réglementation des prix de transfert au Nigéria à la suite de l'assistance technique fournie par l'équipe de projet**
- **Promulgation de la réglementation légale sur les prix de transfert au Libéria à la suite de l'assistance technique fournie par l'équipe de projet**
- **Adoption de la législation sur les prix de transfert au Sénégal grâce à l'assistance technique fournie par l'équipe de projet**



REALISATIONS CLES DU PROJET À CE JOUR

- **164 audits de prix de transfert ont été lancés, dont 23 ont été achevés, dans le cadre de l'assistance technique du projet aux trois pays cibles du projet (Sénégal, Nigeria et Libéria),**
- **Environ 150 dossiers d'audit ont été ouverts à ce jour, dont 23 ont généré une augmentation significative des revenus de FIRS, dans le cadre de l'assistance technique fournie par le projet au service fiscal - Federal Inland Revenue Service (FIRS) - du Nigeria**
- **Mise en place d'une équipe de prix de transfert au sein de la Liberia Revenue Authority (LRA) en mai 2016**



RISQUES ET DEFIS POTENTIELS DU PROJET

- ✓ **Une autre épidémie d'Ebola**
- ✓ **Troubles sociaux dus aux élections politiques (par exemple, Boko Haram)**
- ✓ **Différences culturelles, linguistiques et juridiques**
- ✓ **Prix des produits**
- ✓ **Questions d'économie politique nationale**
- ✓ **Tendances du dilemme du prisonnier**





Merci



*Ce projet est financé par l'Union Européenne
et mis en œuvre par le Groupe de la Banque
Mondiale*

